

Peacebuilding Fund Project Progress Report (Update May_2023)



**PEACEBUILDING
FUND** 

APERCU DU PROJET

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir le rapport d'activité de projet du PBF. Pour les projets avec plus d'un bénéficiaire, veuillez consulter vos co-bénéficiaires avant de remplir le formulaire afin d'assurer une collaboration sur les réponses. Vous pouvez imprimer le formulaire vierge en cliquant sur l'icône *imprimer* qui se situe en haut à droite de la page. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin d'une assistance technique pour remplir le formulaire, veuillez envoyer un e-mail à gabriel.velasteguimoya@un.org.

Appuyer sur Next pour commencer

» Soumission du rapport

Type de rapport *

- Semestriel
 Annuel
 Final
 Autre

Date de soumission du rapport *

2023-11-14

2023-11-14

Nom et titre de la personne qui soumet le rapport *

Martin KOLIE

Nom et titre de la personne qui a approuvé le rapport *

Gwendoline Mennetrier

Tous les bénéficiaires de fonds pour ce projet ont-ils contribué au rapport ? *

oui

non

Le Secrétariat PBF a-t-il examiné le rapport ? *

S'il n'y a pas de secrétariat du PBF dans le pays, veuillez sélectionner "Non applicable". Où il y a un secrétariat du PBF dans le pays, ils doivent passer en revue le rapport avant soumission

oui

non

Pas Applicable

» Informations sur le projet et portée géographique

S'agit-il d'un projet transfrontalier ? *

oui non

Veillez sélectionner la région géographique dans laquelle le projet est mis en œuvre

- | | | |
|---|---|---|
| <input type="radio"/> Asie et le Pacifique | <input type="radio"/> Afrique centrale et australe | <input type="radio"/> Afrique de l'Est |
| <input type="radio"/> Europe et Asie centrale | <input type="radio"/> Global | <input type="radio"/> Amérique Latine et Caraïbes |
| <input type="radio"/> Moyen-Orient et Afrique du Nord | <input checked="" type="radio"/> Afrique de l'Ouest | |

Pays de mise en œuvre du projet *

- | | | |
|------------------------------------|---|---------------------------------------|
| <input type="radio"/> Bénin | <input type="radio"/> Burkina Faso | <input type="radio"/> Cote D'Ivoire |
| <input type="radio"/> Gambie | <input checked="" type="radio"/> Guinée | <input type="radio"/> Guinée-Bissau |
| <input type="radio"/> Liberia | <input type="radio"/> Mali | <input type="radio"/> Mauritanie |
| <input type="radio"/> Niger | <input type="radio"/> Nigeria | <input type="radio"/> Sénégal |
| <input type="radio"/> Sierra Leone | <input type="radio"/> Togo | <input type="radio"/> Autre, précisez |

Autre, veuillez préciser *

Titre du projet *

- 00122868: Projet Secrétariat: Appui à la Coordination des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) en République de Guinée
- 00129551: Renforcement du dialogue multi-acteurs pour une gouvernance foncière et environnementale responsable en Basse Guinée
- 00133056: Projet d'appui au renforcement de la cohésion sociale et à la réconciliation nationale en Guinée
- 00133059: Appui à la participation des jeunes (femmes et hommes) pour une transition apaisée et inclusive
- 00133097: Appui à la participation des femmes pour une transition inclusive et apaisée en République de Guinée
- 00140076: Filles et Femmes Engagées pour la Construction de la Paix en Guinée (FIFEP-Guinée)
- Autre, Précisez

Ecrivez le numéro MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet. *

EXEMPLE: 00129359: Appui à la mise en place d'un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre au Tchad

Veillez sélectionner la (les) région(s) géographique(s) dans laquelle (lesquelles) le projet est mis en œuvre. *

Si le projet que vous recherchez n'apparaît pas dans la question suivante, veuillez vous assurer que vous avez sélectionné les bonnes régions. Un nombre limité de projets transfrontaliers couvre plusieurs régions géographiques. Par exemple, un projet transfrontalier entre le Niger et le Tchad couvre à la fois l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et australe

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Asie et le Pacifique | <input type="checkbox"/> Afrique centrale et australe | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Est |
| <input type="checkbox"/> Europe et Asie centrale | <input type="checkbox"/> Global | <input type="checkbox"/> Amérique Latine et Caraïbes |
| <input type="checkbox"/> Moyen-Orient et Afrique du Nord | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Ouest | |

Veillez sélectionner le titre du projet pour lequel vous soumettez le rapport *

Ecrivez les numéros MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet. *

EXEMPLE: 00113700/1: Jeunes et paix: "Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina-Faso"

Veillez sélectionner les pays où ce projet est mis en œuvre *

Autre, veuillez préciser *

Date de début du projet (Date du premier décaissement) *

2021-12-07

2021-12-07

Date de fin du projet *

2023-12-07

2023-12-07

Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation ? *

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Ce projet demandera-t-il une prolongation ? *

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Les fonds sont-ils versés soit dans un fonds fiduciaire national ou régional ? *

- oui
 non

Si oui, veuillez sélectionner lequel *

- Fonds Fiduciare National
 Fonds Fiduciare Régional

Réциpiendaire

L'agence coordinatrice est-elle une agence de l'ONU ou une entité non onusienne ? *

- Entité de l'ONU
 Entité non ONU

Veuillez sélectionner l'agence coordinatrice *

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
 OIM : Organisation internationale pour les migrations UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
 BHCDDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
 UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
 UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
 UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
 PAM : Programme alimentaire mondial
 UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
 UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
 PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement OIT : Organisation internationale du travail
 OMS : Organisation mondiale de la santé OPS/OMS
 FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
 UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
 UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
 ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
 ITC : Centre du commerce international Département des opérations de paix de l'ONU
 Autre, Précisez

Autre, veuillez préciser *

Y a-t-il d'autres récipiendaires pour ce projet ? *

- Aucun autre récipiendaires
- Oui, Autres récipiendaires de l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires non l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires de l'ONU et non-ONU

Veillez sélectionner d'autres récipiendaires des Nations Unies *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- OIM : Organisation internationale pour les migrations UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- BHCDDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- PAM : Programme alimentaire mondial
- UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement OIT : Organisation internationale du travail
- OMS : Organisation mondiale de la santé OPS/OMS
- FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
- UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- ITC : Centre du commerce international Département des opérations de paix de l'ONU
- Autre, Précisez

Autre, veuillez préciser *

Veillez sélectionner d'autres récipiendaires non-ONU *

- Action Aid The African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD)
- Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD)
- American Friends Service Committee (AFSC) Avocats Sans Frontières
- Avocats Sans Frontières Belgium Avocats sans frontières Canada Christian Aid Ireland
- CARE International UK The Carter Center, Inc.
- Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) - BF COIPRODEN
- Concern Worldwide CORDAID CORD Burundi
- DanChurchAid Fundacion Estudios Superior (FESU) Fund for Congolese Women
- Fundación Mi Sangre (FMS) Fundación Nacional para el Desarrollo de Honduras (FUNADEH)
- Fundación para la Libertad de Prensa (FLIP) HELVETAS Swiss Intercooperation
- Humanity & Inclusion (HI) Instituto Holandes para Democracia Multipartidaria (NIMD)
- International Alert Interpeace Kvinna till Kvinna Foundation
- Life and Peace Institute (LPI)
- (MDG-EISA) Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA), bureau de Madagascar
- Mercy Corps MSIS-TATAO Norwegian Refugee Council (NRC)
- ONG AZHAR OXFAM Peace Direct
- PNG UN Country Fund Red de Instituciones por los Derechos de la Niñez
- Sampan'Asa Momba ny Fampandrosoana (SAF/FJKM) Saferworld
- Search for Common Ground (SFCG) SismaMujer Tearfund
- Trocaire World Vision International World Vision Myanmar
- ZOA Autre, Précisez

Autre, veuillez préciser *

Partenaires de mise en oeuvre

À combien de partenaires de mise en oeuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent jusqu'à présent?

4

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en oeuvre et les montants transférés à chacun

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ADAPE-GUINEE (Association pour le Développement Durable et la protection de l'Environnement en Guinée)

Quel est le montant total (en dollars USD) déboursé au partenaire? *

96771,31

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire *

Veillez limiter votre réponse à 175 mots

Les principales activités réalisées par ce partenaire se résument ci-dessous :

-1-Identification des sites dégradés dans les préfectures de Coyah, Dubréka , Forécariah et Boffa avec une l'implication des parties, prenantes.

2-Reboisement de 20 hectares de sites dégradés dans les localités de Wonkifong (Coyah) de Tanènè (Dubréka), Kindinya, Moribaya, Moussayah, Madinagbé (forékariah), Tamita Tounifily (Boffa).

3-Sensibilisation des communautés sur les méfaits du changement climatique

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en oeuvre et les montants transférés à chacun

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

AJGDESES (Association des jeunes guinéens pour le Développement social, économique et sportif)

Quel est le montant total (en dollars USD) déboursé au partenaire? *

40674,59

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire *

Veillez limiter votre réponse à 175 mots

Ci-dessous, les principales activités :

1-Identification des sites dégradés dans les préfectures de Coyah, Dubréka, Forécariah et Boffa avec une l'implication des parties, prenantes.

2-Reboisement de 25 hectares de sites dégradés dans les localités de Wonkifong (Coyah), Kindinya, Moribaya, Moussayah, Madinagbé (forékariah), Tamita, Tounifily (Boffa).

3-Sensibilisation des communautés sur les méfaits du changement climatique.

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en oeuvre et les montants transférés à chacun

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Actions Mines

Quel est le montant total (en dollars USD) déboursé au partenaire? *

20938

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire *

Veillez limiter votre réponse à 175 mots

Les principales activités menées :

Plaidoyer auprès de l'Etat, du secteur privé, des chefs coutumiers et propriétaires terriens pour l'accès sécurisé et équitable des femmes et jeunes à la terre.

Renforcer les moyens de suivi et de redevabilité des collectivités locales avec les services de l'Etat et les sociétés extractives concernant les modalités de partage des ressources et la solidarité active.

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en oeuvre et les montants transférés à chacun

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

CoJelPaID (Le Réseau Convergence Des Jeunes Et Leaders Pour La Paix Et La Démocratie)

Quel est le montant total (en dollars USD) déboursé au partenaire? *

71953

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire *

Veillez limiter votre réponse à 175 mots

Réalisation des activités d'énumérations participatives dans trois (03) sites dans les préfectures de Forécariah, Dubréka et Boffa, mise en place d'une coalition citoyenne et médiatique, vulgarisation des mécanismes de recours et de médiation en appui aux autorités et aux communautés impactées par les déplacements urbains en cours

Rapportage financier

» Taux d'Implementation par récipiendaire

Veillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire

Veillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.

*Veillez vous assurer que vous saisissez le montant correct. Toutes les valeurs doivent être saisies en **Dollars US**.*

Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays. Vous aurez l'occasion de partager un budget plus détaillée dans la prochaine section.

Réceptiendaire	"Budget total du projet (en US \$) <i>Veillez indiquer le budget total tel qu'il figure dans le document de projet en dollars américains.</i>	Transferts à ce jour (en US \$) <i>Veillez indiquer le montant total transféré à chaque bénéficiaire à ce jour en dollars US</i>	"Dépenses à ce jour (en US \$) <i>Veillez indiquer le montant approximatif dépensé à ce jour en dollars US</i>	Taux de mise en œuvre en pourcentage du budget total <i>(calculé automatiquement)</i>
UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains	1000000 *	1000000 *	780755,52 *	78.08%
	* *	* *	* *	%
PNUD : Programme des Nations unies pour le développement	600000 *	600000 *	463182,96 *	77.2%

TOTAL	2100000	2100000	1675092.06	79.77%
--------------	----------------	----------------	-------------------	---------------

Le taux d'exécution approximatif en pourcentage du budget total du projet, sur la base des valeurs saisies dans la matrice ci-dessus, est de **79.77%**. Pouvez-vous confirmer que ce chiffre est correct ? *

Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez indiquer le taux d'exécution approximatif en %.

» Budgétisation sensible au genre

Indiquez quel **pourcentage (%)** du budget contribue à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) ? *

75,22

Le montant du budget contribuant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE) sur la base du pourcentage indiqué ci-dessus et du budget total du projet est de **\$US 1579620**. Pouvez-vous confirmer que ce montant est correct ? *

Correct Incorrect

Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer le *montant du budget* alloué à GEWE en dollars US.

677640,94

Le montant dépensé à ce contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes est de **\$US 1260004.25**. Ce montant est-il correct ? *

Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez écrire le *montant dépensé à ce jour* pour GEWE en dollars US

509735,04

JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES. Les modèles de budget sont disponibles [ici](#) *

Copie de PBF_GINB10_Rapport financier Annuel 23_projet GF basse Guinée_ 7 Oct 2023 (final) upd_14_11_2023-16_3: 

Marqueurs de projet

Veillez sélectionner le marqueur de genre associé à ce projet. *

- Score 1 pour les projets qui contribuent d'une manière ou d'une autre à l'égalité des sexes, mais pas de façon significative (moins de 30 % du budget total pour GEWE).
- Score 2 pour les projets dont l'égalité de genre est un objectif important et qui allouent entre 30 et 79% du budget total du projet à GEWE.
- Score 3 pour les projets dont l'égalité des sexes est un objectif principal et qui allouent au moins 80 % du budget total du projet à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE)

Veillez sélectionner le marqueur de risque associé à ce projet. *

- Marqueur de risque 0 = risque faible pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 1 = risque moyen pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

Veillez sélectionner le domaine de priorite de l'intervention (PBF Focus Area) associé à ce projet *

- (1.1) Réforme du secteur de la sécurité
- (1.2) État de droit
- (1.3) Démobilisation, désarmement et réintégration
- (1.4) Dialogue politique
- (2.1) Réconciliation nationale
- (2.2) Gouvernance démocratique
- (2.3) Prévention/gestion des conflits
- (3.1) Emploi
- (3.2) Accès équitable aux services sociaux
- (4.1) Renforcement des capacités nationales essentielles de l'État
- (4.2) Extension de l'autorité de l'État/administration locale
- (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les secrétariats des FBP)

Le projet fait-il partie d'une ou plusieurs fenêtres prioritaires du PBF? *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- Initiative de promotion du genre
- Initiative de promotion de la jeunesse
- Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
- Projet transfrontalier ou régional
- Aucune

Comité de pilotage et Interactions avec le gouvernement

Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet? *

- oui
 non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois

01
Le deuxième comité de pilotage regroupant toutes les parties prenantes a eu lieu le 26 Juillet 2023.

Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi. *

Les directions nationales des domaines et cadastre, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, de l'architecture et du logement du Ministère de l'urbanisme et de l'Habitat, ainsi que l'AGEROUTE et la Direction du Patrimoine Bâti Public relevant respectivement du ministère des infrastructures et de la Présidence ; le centre national de surveillance et d'observation environnemental du Ministère de l'Environnement et la direction nationale des droits de l'homme du Ministère de la Justice, travaillent conjointement avec l'équipe du projet et ont contribué à l'élaboration et la vulgarisation du guide pratique de déguerpissement, la promotion du plan de gestion environnemental et social et l'appui au renforcement de capacités des cadres de dialogue et des cliniques juridiques mis en place. Les services techniques déconcentrés (de l'habitat, de la justice et de l'environnement) et les autorités locales déconcentrées et décentralisées des préfectures et des collectivités à la base, travaillent conjointement avec le projet et sont les portes d'entrée auprès des cibles. La délimitation des sites et les séances de sensibilisation pour la mise en place des outils de planification et de sécurisation foncière ainsi que la promotion du plan de gestion environnemental et social ont été réalisées avec les services techniques des Ministères de l'Habitat, des Mines, et de l'environnement. La synergie d'action sur les différends fonciers entre le cadre de dialogue, la clinique juridique et le tribunal de Coyah en est une illustration. Le projet définit les modalités d'exécution des activités avec ces services techniques et les supports sont revus et validés à leur niveau. Il faut aussi mentionner, la tenue des instances de gouvernance du projet, les 30 mai et 26 Juillet 2023 qui font participer tous les points focaux des ministères impliqués et les autorités locales pour la prise des décisions sur le projet.

Partiel : Progrès global du projet

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

Veuillez évaluer l'état de mise en œuvre des activités préliminaires/préparatoires suivantes

Contractualisation des partenaires *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Recrutement d'équipe

*

Ne pas commencé

Commencé

Partiellement commencé

Complété

Pas Applicable

Collection de lignes de base

*

Ne pas commencé

Commencé

Partiellement commencé

Complété

Pas Applicable

Identification des bénéficiaires

*

Ne pas commencé

Commencé

Partiellement commencé

Complété

Pas Applicable

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)

L'essentiel de l'équipe pour toutes les composantes du projet incluant le coordinateur est opérationnel. En plus du personnel à temps plein, trois consultants ont été recrutés pour les thématiques liés au foncier et l'urbanisme. Quatre Organisations de la société civile ont été sélectionnées pour appuyer la mise en œuvre des activités sur le terrain.

Au niveau de la coordination du projet: Des plans annuel, semestriels détaillés et un plan de suivi des recommandations ont été produits et revus. Les points focaux ministériels, membres du comité technique sont opérationnels à l'exception des ministères de la jeunesse et de la pêche dont leur choix, a été suspendu sur approbation du comité à cause du retard accusé dans leur désignation à temps, malgré tous les efforts fournis. Les réunions de coordination se tiennent régulièrement avec l'équipe du projet et la coordination du PBF pour examiner l'état d'avancement des activités et formuler des recommandations. En ce qui concerne, la mise en place d'un système de suivi évaluation : Une étude de base menée par un partenaire spécialisé et validée par les membres du comité technique a permis de définir une situation de référence afin de faciliter l'évaluation des progrès réalisés. Des missions conjointes avec les points focaux des ministères continuent d'être déployées pour informer les autorités locales des préfectures bénéficiaires sur l'état d'avancement du projet et la mise en œuvre des activités.

Résumez le principal *changement structurel, institutionnel ou sociétal* auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN OEUVRE

Les structures de concertation communautaire y compris les cliniques juridiques mis en place par le projet, collaborent avec les acteurs à la base dans la gestion et la médiation des conflits fonciers sur la base de leurs plans d'action mis en place. De nos jours, les cadres de dialogue et les cliniques juridiques collaborent avec les tribunaux au niveau préfectoral notamment les tribunaux de première instance et les justices de Paix mais aussi avec les communautés et les services chargés des collectivités dans la gestion des différends liés au foncier ; ces structures sont également sollicitées par les services en charge de l'urbanisme pour leurs appuis à la libération des emprises des routes et autres lieux publics. Ces interactions ont été possibles grâce au renforcement de capacités dont ils ont bénéficié sur les techniques et outils de gestion des conflits et la communication non violente pour prévenir les potentiels conflits autour du foncier. A cet effet, il faut noter quinze (15) cas de conflits foncier résolus avec l'implication des membres des cadres de dialogue et les cliniques juridiques dans les préfectures de Coyah, Boffa et Dubréka. Selon le Président du Cadre de Concertation de Coyah « la synergie d'action entre le Cadre de dialogue et la Clinique juridique a permis de résoudre plusieurs différends opposant le service de l'habitat et celui de l'agriculture, le déguerpissement, les conflits fonciers et la mauvaise gestion des redevances issues de l'exploitation des carrières. Tous ces problèmes ont été résolus en collaboration avec les différentes structures, les services étatiques et les élus locaux pour renforcer la cohésion sociale et le vivre ensemble ». De même, l'implication des services techniques dans le processus de mise en œuvre a permis d'orienter le projet sur la sélection de trois (03) sites potentiels de conflits fonciers qui répondent aux critères pour la mise en place du processus de sécurisation foncière type. Leur participation auprès des élus locaux dans les séances de sensibilisation, a permis de réduire la réticence des bénéficiaires, de comprendre la portée de ces exercices et de s'engager à recevoir l'équipe de prise d'images en cours et celle des levés topographiques. Le processus de consultation avec les parties prenantes au niveau national et local ainsi que les ateliers organisés sur les opérations de déguerpissement ont permis non seulement de prendre en compte leurs opinions pour améliorer le contenu du Guide, de clarifier les différents acteurs impliqués, leurs rôles et limites mais aussi d'enclencher une coordination quasi inexistante avant, qui pourrait améliorer ces activités. En guise d'illustration, les actions de déguerpissement réalisées au mois d'octobre 2023, se sont déroulées de façon conjointe avec l'implication de tous les acteurs. Ces actions menées contribueront à renforcer la sécurisation foncière et à diminuer les tensions liées au conflit foncier dans ces zones ciblées.

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Décrivez les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- "On track" – il s'agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;
- "On track with peacebuilding results" - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.

Combien de RESULTATS ce projet a-t-il ? *

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veillez écrire les résultats du projet tels qu'ils figurent dans le cadre des résultats du projet qui se trouve dans le document du projet.

Résultat 1 *

Les communautés des sites extractifs connaissent leurs droits fonciers et les réclament pacifiquement auprès des autorités publiques locales et le secteur privé extractif.

Résultat 2 *

La collaboration et le partenariat économique entre les entreprises extractives et les communautés sont renforcés dans les zones cibles du projet

Résultat 3 *

Les collectivités cibles améliorent leur planification urbaine et élaborent des politiques de développement local qui atténuent les conflits.

Résultat 4 *

Résultat 5 *

Résultat 6 *

Résultat 7 *

Résultat 8

*

Résultats Additionnels

*

Si le projet a plus de 8 résultats, veuillez énumérer les résultats restants ici.

Résultat 1: Les communautés des sites extractifs connaissent leurs droits fonciers et les réclament pacifiquement auprès des autorités publiques locales et le secteur privé extractif.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat *

1. Off Track 2. On Track 3. On Track with evidence of peacebuilding results

Resumé de progrès *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

Cinq cadres de dialogue avec leurs démembrements, cinq cliniques juridiques et quatre comités de suivi citoyens mis en place et redynamisés, ont bénéficié de renforcement de capacités techniques et institutionnelles qui ont permis de maximiser leur opérationnalité et efficacité dans la gestion, médiation des conflits fonciers et le processus de suivi de la collecte et gestion des taxes superficielles. A date, les cadres de dialogue servent d'espaces d'échanges et de propositions de réponses à la dégradation de l'environnement, aux conflits récurrents, et contribuent au renforcement de la cohésion sociale autour du foncier. Grâce au renforcement de capacités dont ils ont bénéficié, les cadres procèdent à des rencontres de médiation entre les parties et mènent des actions de plaider avec succès. A titre d'exemple : une médiation foncière dans le District de Kassonyah a permis de résoudre un conflit, qui a opposé la Direction préfectorale de l'Urbanisme et de l'Habitat à un coutumier à propos d'un domaine. Il faut noter également, le témoignage du Point Focal qui suit: « Lors d'une démolition à Wonkifong, il y a eu une altercation entre un coutumier et les gendarmes qui étaient venus le mettre aux arrêts. Un gendarme a été blessé et l'acte qualifié d'outrage à une décision de justice. Ils sont venus voir le procureur qui a ordonné une perquisition. Quand nous avons été saisis, nous sommes allés voir, le Secrétaire général chargé des Collectivités et le procureur. Là, on a trouvé deux pick-up de la gendarmerie qui étaient prêts à descendre sur le terrain. Quand le Préfet a appelé le Secrétaire général, ce dernier lui a dit : « nous sommes en concertation avec le procureur et les membres de la clinique juridique pour trouver un terrain d'entente ». A l'issue de l'entretien, le procureur a instruit la gendarmerie de surseoir à l'intervention ; c'est ainsi que le conflit a été résolu à l'amiable ». L'ensemble de ces actions permettent aux communautés de connaître progressivement leurs droits fonciers et de les réclamer pacifiquement.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

Le choix des femmes dans les instances de décisions (bureaux) des structures mises en place (Par exemple, trois (03) femmes présidentes sur cinq (05) cliniques juridiques) et les stratégies mises en œuvre pour leurs réussites ont été un facteur déclencheur pour l'affluence des femmes vers les services de ces structures, elles jouent des rôles modèles. Les sensibilisations des acteurs surtout les élus locaux, les services de l'Etat en charge de la gestion foncière, les chefs traditionnels et les propriétaires terriens sur l'accès équitable des femmes et des jeunes et les renforcements des capacités des femmes et jeunes sur leurs droits ont contribué de façon significative à l'équilibre entre les sexes. Il est intéressant de signaler aussi les actions de plaider menées en rapport avec les coutumes et la loi pour les femmes et les jeunes, ainsi que les facteurs qui limitent leur participation à la gestion foncière locale, la proposition des solutions pour une amélioration des pratiques existantes en identifiant des interventions envisageables pour relever les défis ainsi que des opportunités ; ces actions ont été des tremplins pour amener les communautés à comprendre que les femmes et les jeunes ont aussi leurs droits. Au cours de la réalisation de toutes ces activités (renforcement de capacités, actions de plaider, négociations, médiation) un quota d'au moins 30% est accordé aux femmes. Compte tenu de l'implication des jeunes surtout dans les conflits (acteurs et parfois victimes), une attention particulière leur a été accordée au niveau de toutes les étapes. Un accent particulier a été mis sur les protocoles, conventions et traités ratifiés par le gouvernement concernant l'implication des femmes et des jeunes dans la gestion de conflits et leurs droits lors des formations et des sensibilisations. On peut signaler la participation des femmes et des jeunes aux différentes rencontres relatives au Genre et promotion des droits des personnes vulnérables. Il a été suggéré aux différentes structures de toujours prêter attention aux activités liées au Genre en veillant surtout sur certains cas récurrents par exemple: les droits successoraux, les héritages, les violences faites aux femmes.

Résultat 2: La collaboration et le partenariat économique entre les entreprises extractives et les communautés sont renforcés dans les zones cibles du projet

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat *

1. Off Track 2. On Track 3. On Track with evidence of peacebuilding results

Resumé de progrès *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

Des actions de renforcement de capacités des cadres des services de l'Etat et des collectivités décentralisées en charge du suivi de la mise en œuvre du Plan de Gestion Sociale et environnementale (PGES) ont permis de les outiller pour participer à l'identification des risques associés aux différentes interventions du projet minier et de définir les mesures d'atténuation qui vont être mises en œuvre pour le suivi du projet. Son exécution correcte permet de maîtriser les impacts négatifs de l'intervention et de s'assurer qu'un projet est dans son milieu d'accueil. Une fois l'évaluation Environnementale réalisée et le PGES ou le Cahier de charges environnementales (CCE) qui en découle approuvé, ces derniers deviennent des documents contractuels qui lient le promoteur à l'Administration chargée de l'Environnement ou à la Commune territorialement compétente.

En effet, la formation sur le PGES va rendre les services techniques et les collectivités décentralisées, plus efficaces dans les activités de surveillance et de suivi environnemental des projets miniers contrairement aux anciennes pratiques. Ensuite, la formation sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) a permis aux cadres des services déconcentrés de connaître la valeur et les avantages de l'exploitation minière, d'amorcer un processus de mobilisation citoyenne et de renforcer la collaboration à long terme avec les entreprises pour un développement durable et inclusif respectueux de l'environnement. Cette formation a réuni l'ensemble des entreprises extractives et minières dans la zone du projet et a servi de passerelle à des sensibilisations pour inciter les entreprises à l'application de la RSE et son intégration dans les plans de développement locaux (PDL) et les plans annuels d'investissement (PAI) des collectivités soutenues par l'ANAFIC. Également, les préparatifs des activités maraîchères et piscicoles en cours vont permettre de cibler les sites adaptés et les bénéficiaires réels notamment les jeunes et les femmes vulnérables, ce qui contribuera à réduire leur niveau de pauvreté. Cette interaction enclenchée entre les différents acteurs par le projet, continue à diminuer davantage le climat de méfiance et à renforcer la collaboration entre les entreprises extractives et les communautés dans la zone du projet.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

La dimension genre étant une approche intégrale du projet, les activités mises en œuvre à jour ont contribué à accroître l'implication et la participation active des jeunes hommes et femmes à l'ensemble des activités. Pendant la mise en œuvre des activités notamment de renforcement des capacités des cadres des services de l'Etat et des collectivités décentralisées, en charge du suivi de la mise en œuvre du Plan de Gestion Sociale et Environnementale (PGES), celle de la promotion de la responsabilité sociétale des entreprises extractives et minières (respect des normes et des engagements entre les parties prenantes), les jeunes hommes et femmes ont été fortement impliqués, participé à des séances de formation et ont donné leur avis sur le suivi des PGES et l'application de la RSE dans les zones du projet. Dans les activités de renforcement de capacité, les femmes ont également été impliquées. A titre d'exemple, ces différentes formations ont connu une participation de 100 participants dont 35 femmes. Soit un total de 20 participants par localité, parmi lesquelles figuraient 07 femmes.

Les activités de sensibilisation et de formation en cours de préparation dans le cadre des AGRs en l'occurrence des activités de maraichage et de pisciculture vont mettre l'accent sur les femmes, 70% des bénéficiaires de ces AGRs seront des femmes. Il faut noter que les femmes seront en grande partie responsables au sein des groupements qui seront mis en place

Résultat 3: Les collectivités cibles améliorent leur planification urbaine et élaborent des politiques de développement local qui atténuent les conflits.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat *

1. Off Track 2. On Track 3. On Track with evidence of peacebuilding results

Resumé de progrès *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

Le projet continue d'appuyer le processus d'élaboration de la politique foncière nationale à travers la note de cadrage de la politique, le diagnostic du foncier en Guinée et la réalisation des ateliers multi acteurs dans les quatre régions qui ont permis de mettre en valeur les enjeux et les recommandations à prendre en compte dans l'avant-projet de politique, qui éclairera par ailleurs les implications juridiques à intégrer dans le projet de Code Foncier et Domanial annoté. Aussi, la démarche participative d'élaboration des plans fonciers avec la direction nationale des domaines et du cadastre, a jeté une base d'apprentissage permettant aux agents d'élaborer les plans fonciers et la charte foncière. Les énumérations participatives réalisées auprès de 1500 ménages de la zone couverte par le projet, ont permis d'avoir une base de données sur les droits fonciers et permettront d'informer la planification et de réduire les disputes éventuelles à travers un plan d'occupation initial. De même, la plateforme citoyenne et médiatique comme espace citoyen d'échanges, d'information et de sensibilisation des communautés a été constituée, et permettra de renforcer la compréhension du public et les interactions avec les décideurs sur des problématiques de développement urbain durable.

L'aboutissement de ces actions, contribuera à améliorer la planification et la sécurisation foncière en vue d'élaborer des politiques de développement local qui atténuent les conflits.

Par ailleurs le processus de consultation et les ateliers de vulgarisation sur les opérations de déguerpissement qui ont touché 140 participants dans la zone, ont clarifié les acteurs impliqués avec leurs différents rôles jadis confus et enclenché une coordination quasi inexistante avant, ce qui est en train d'améliorer la coordination des dernières activités de déguerpissement. Les échanges ont permis de renforcer les capacités des parties prenantes afin d'appuyer les pouvoirs publics à mieux gérer lesdites opérations. En guise d'illustration, les actions de déguerpissement initiées au mois d'octobre 2023 ont fait l'objet d'une action conjointe des services de l'Etat et des autorités locales pour une meilleure coordination et communication avec les personnes impactées.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

Les femmes et les jeunes sont au centre de nos activités et leurs opinions sont pris en compte, ils sont représentés dans les structures et les équipes de levés topographique. Sur les 16 membres de la coalition médiatique mise en place, figurent 03 femmes et 06 jeunes. 04 femmes et 05 jeunes sur quinze membres font partie de l'équipe topographique. Sept (07) femmes sur vingt (20) personnes interrogées, ont été écoutées sur les opérations de déguerpissement.

Les femmes et les jeunes ont également pris part aux séances de sensibilisation relatives à l'élaboration des plans fonciers et de la charte foncière. Un total de 196 participants dont 76 femmes ont été touchés par ces séances de sensibilisation.

Le processus d'élaboration de la charte foncière et de mise en place des commissions foncières enclenché, a planifié de mettre les femmes et les jeunes au centre notamment à des niveaux de responsabilité et de décision au même titre que des hommes afin de renforcer l'accès équitable au foncier.

L'implication des femmes et des jeunes permet de prendre en compte leurs besoins spécifiques dans la mise en œuvre des activités et d'en faire une large communication pour réduire les stéréotypes sociaux souvent à la base de leur exclusion et frustration.

Résultat 4:

.....

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat *

1. Off Track 2. On Track 3. On Track with evidence of peacebuilding results

Resumé de progrès *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Résultat 5:

.....

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat *

1. Off Track 2. On Track 3. On Track with evidence of peacebuilding results

Resumé de progrès *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Résultat 6:

.....

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat *

1. Off Track 2. On Track 3. On Track with evidence of peacebuilding results

Resumé de progrès *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Résultat 7:

.....

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat *

1. Off Track 2. On Track 3. On Track with evidence of peacebuilding results

Resumé de progrès *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Résultat 8:

.....

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat *

1. Off Track 2. On Track 3. On Track with evidence of peacebuilding results

Resumé de progrès *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères, espaces compris.

.....

Si le projet comporte plus de 8 résultats, veuillez utiliser cette zone de texte pour décrire l'état d'avancement (sur la bonne voie avec des preuves de résultats en matière de consolidation de la paix, sur la bonne voie ou hors de la bonne voie), ainsi que pour décrire brièvement les progrès et toute analyse sur la manière dont l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et/ou l'inclusion et la réactivité des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat.

.....

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS

En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau des **résultats** dans le tableau ci-dessous

- Si un résultat a plus de 3 indicateurs, sélectionnez les 3 plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence.
- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le et fournissez toute explication. Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

» Résultat 1 : Les communautés des sites extractifs connaissent leurs droits fonciers et les réclament pacifiquement auprès des autorités publiques locales et le secteur privé extractif.

Résultat 1	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
1.1	•1 a : 60 % de réduction des manifestations violentes liées à la réclamation de droits fonciers	31,10%	60%	27,5 %	Cet indicateur sera renseigné complètement après la réalisation d'une enquête de perception à la fin du projet. Mais l'exploitation des rapports périodiques, des observations des événements et quelques interviews semi-structurées montrent le niveau d'évolution de l'indicateur. Cet écart s'explique par les nouvelles arrivées des sociétés minières

1.2	1 b : % de propriétaires terriens rétablis dans leurs droits fonciers par les services habilités.	0%	60% (soit 115 propriétaires)	55% (soit 64 propriétaires)	Cet indicateur sera renseigné complètement qu'après la réalisation d'une enquête auprès des bénéficiaires à la fin du projet, ces chiffres sont obtenus à partir des activités de médiation foncière des parajuristes en collaboration avec les services de l'habitat de la justice et les autorités locales
1.3	1 c : 60 % de différends fonciers (liés aux opérations d'exploitation des ressources minières et de carrière en milieu rural et périurbain et aux démolitions des biens à usage d'habitation et commercial) résolus par les mécanismes pacifiques de résolution des conflits fonciers	10,66%	60,00%	22,34%	Indicateur à renseigner totalement après la réalisation de certaines activités du projet. Actuellement certaines organisations mises en place comme les cadres de dialogue et les cliniques juridiques ont entamé les études de certains dossiers de conflits, beaucoup sont dans le processus. Cet écart est dû à la complexité des conflits fonciers dans la zone et la nouvelle politique de récupération des domaines dits spoliés de l'Etat

Combien de produits sont définis sous le résultat 1?

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 1

Produit 1.1

Des mécanismes inclusifs de dialogue et de concertation communautaire sur les questions foncières sont opérationnels

Produit 1.2

Les droits des communautés riveraines des sites extractifs sont promus et protégés par l'Etat et le secteur privé extractif.

Produit 1.3

Produit 1.4

Produit 1.5

Autres Produits

Si le résultat 1 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» **Produit 1.1**

Produit 1.1 : Des mécanismes inclusifs de dialogue et de concertation communautaire sur les questions foncières sont opérationnels	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>

1.1.1	Existence de mécanismes inclusifs de dialogue et de concertation communautaire sur les questions foncières fonctionnelles	0	5		5	<p>Un début de collaboration franche entre les autorités, les services techniques déconcentrés et les communautés pour la gestion du foncier. Suggestions de décentraliser les cadres de dialogue dans les communes. Il est à noter, le début d'une amélioration de la situation foncière des jeunes et des femmes dans certaines localités, mais ces jeunes sont les plus grands revendeurs de terre et par conséquent il est ressorti une impérieuse nécessité de mener des vastes campagnes de sensibilisation et de plaidoyer auprès de cette couche.</p>
-------	---	---	---	--	---	---

1.1.2	Nombre de rencontres tenues au sein des cadres de concertation/dialogues au niveau préfectoral et régional	00	40		40	<p>Ces rencontres avec les autorités locales ont été une occasion pour les informer sur la mission des cadres de concertation et des dialogues pour une gouvernance foncière responsable. Là aussi, il est intéressant de signaler une prédisposition d'appropriation de ces organes consultatifs par les autorités. Ces rencontres ont eu lieu suite aux ateliers de formation organisés en faveur de 250 participants dont 50 personnes par localité cible sur la médiation foncière, la participation citoyenne, la cohésion sociale et le vivre ensemble. Elles ont permis de promouvoir la participation des communautés locales dans la vie socio-politique et dans les initiatives de</p>
-------	--	----	----	--	----	--

						mediation foncière pour une gestion concertée des ressources naturelles.
1.1.3	Nombre des comités de contrôle citoyen pour le suivi du paiement des taxes superficiales aux collectivités riveraines	0	4		4	Motivation des élus pour le recouvrement des taxes superficielles. Information sur des nouvelles sources de taxes. Les collectivités riveraines des sites miniers s'approprient de plus en plus du processus de suivi des obligations fiscales, notamment la mobilisation des ressources et la gestion transparente des redevances superficielles payées par les compagnies minières.

» **Produit 1.2**

<p>Produit 1.2 : Les droits des communautés riveraines des sites extractifs sont promus et protégés par l'Etat et le secteur privé extractif.</p>	<p>Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i></p>	<p>Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i></p>	<p>Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i></p>	<p>Etapas d'indicateur/ milestone</p>	<p>Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i></p>	<p>Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i></p>
1.2.1	<p>Indicateur 1.2.2 Nombre des jeunes hommes/femmes parajuristes formés.</p>	00	25 dont 10 femmes		25	100%
1.2.2	00	00	5		5	100%
1.2.3						

» **Produit 1.3**

Produit 1.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.3.1						
1.3.2						
1.3.3						

» **Produit 1.4**

Produit 1.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.4.1						
1.4.2						
1.4.3						

» **Produit 1.5**

Produit 1.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.5.1						
1.5.2						
1.5.3						

» Résultat 2 : La collaboration et le partenariat économique entre les entreprises extractives et les communautés sont renforcés dans les zones cibles du projet

Résultat 2	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
2.1	2.c.1. Nombre de conseillers communaux et de cadres des services centraux et déconcentrés de l'État renforcés sur le processus de suivi de la mise en œuvre du Plan de Gestion Sociale et Environnementale	00	100	125	
2.2	2.2 Niveau de mise en œuvre des plans de gestion sociale et environnementale	64,46%	85%	85%	
2.3	2.3 nombre de personnes ayant des connaissances des effets des exploitations extractives	373	802	650	A date les entreprises extractives et minières sont touchées dans le cadre de la sensibilisation. Les séries de sensibilisations continuent toujours à être menées.

Combien de produits sont définis sous le résultat 2?

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 2

Produit 2.1

La connaissance des effets environnementaux des exploitations minières est améliorée

Produit 2.2

Les moyens de subsistance des communautés sont renforcées par la mise en œuvre d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) plus résilientes

Produit 2.3

Produit 2.4

Produit 2.5

Autres Produits

Si le résultat 2 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» **Produit 2.1**

Produit 2.1 : La connaissance des effets environnementaux des exploitations minières est améliorée	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.1.1	Nombre de personnes ayant des connaissances des effets des exploitations extractives.	373	802		850	
2.1.2	Niveau de mise en œuvre des Plans de Gestion Sociale et Environnementale	64,46%	85%		85%	Les PGES seront mis en œuvre dans les communautés d'intervention du projet courant du dernier semestre 2023

2.1.3	Nombre d'entreprises extractives qui respectent leurs responsabilités sociétales et environnementales /obligations minières	0	10		10	Pendant la mise en œuvre des activités de PGES et RSE, 10 entreprises ont été groupées pour une large sensibilisation dans les communautés afin de respecter.
-------	--	---	----	--	----	--

» **Produit 2.2**

Produit 2.2 : Les moyens de subsistance des communautés sont renforcés par la mise en œuvre d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) plus résilientes	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.2.1	Nombre d'initiatives communautaires mises en œuvre et qui sont résilientes au changement climatique	0	10	00		Cette activité est en cours de formalisation pour sa mise en œuvre.
2.2.2	2.2.2 Superficie en hectares de zones dégradées/abandonnées restaurées	10ha	45 ha		45 ha	100%
2.2.3						

» **Produit 2.3**

Produit 2.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.3.1						
2.3.2						
2.3.3						

» **Produit 2.4**

Produit 2.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.4.1						
2.4.2						
2.4.3						

» **Produit 2.5**

Produit 2.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.5.1						
2.5.2						
2.5.3						

» Résultat 3 : Les collectivités cibles améliorent leur planification urbaine et élaborent des politiques de développement local qui atténuent les conflits.

Résultat 3	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
3.1	3.1 Code foncier et domanial aligné sur les impératifs de sécurisation de l'accès au foncier urbain et rural et de l'exploitation des ressources naturelles, notamment pour les ménages vulnérables	0	<ul style="list-style-type: none"> • 01 Note de cadrage et d'orientation • 01 avant-projet de la politique foncière nationale élaborée • 01 projet de code foncier domanial annoté 	01 Note de cadrage et d'orientation élaborée	Avec la nouvelle orientation du Gouvernement, le projet continue d'appuyer le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire (MUHAT) dans la programmation et la mise en œuvre des recommandations des états généraux du foncier en Guinée dont l'élaboration de la politique foncière nationale, préalable nécessaire pour la révision du Code foncier et domanial.

3.2	<p>Indicateur 3.2 Nombre d'autorités compétentes partenaires qui mettent en œuvre des outils d'administration foncière adaptés (système de données et d'information, plan d'utilisation des sols) visant à assurer la sécurité foncière pour tous, améliorer la planification des services et réduire les conflits</p>	0	3	0	<p>Trois (3) sites pilotes (urbain, semi rural et minier) dans les préfectures de Forécariah, Dubréka et Boffa ont été sélectionnés et font l'objet d'appui à la mise en place et l'opérationnalisation des outils d'administration foncière. Trois services préfectoraux, avec lesquels les activités sont déroulées, sont ciblés, ainsi que la direction nationale des domaines et du cadastre</p>
-----	---	---	---	---	--

3.3	75% des déguerpissements (si menés pendant la période du projet - année 2) sont conduits suivant les principes de base et directives concernant les déplacements liés au développement	0	75%	0	Des consultations ont été menées auprès des parties prenantes et ont permis de circonscrire tous les acteurs impliqués et les problèmes, leurs rôles et limites dans le processus de déguerpissement. Un guide mis en place et vulgarisé dans la zone du projet à l'attention des services responsables de ces opérations, a permis de séquencer et déterminer les modalités de ces opérations. De premières actions concertées lors des opérations de libération des emprises sont constatées en octobre 2023.
-----	--	---	-----	---	---

Combien de produits sont définis sous le résultat 3?

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 3

Produit 3.1

Des outils opérationnels de planification et d'accès aux services urbains sont mis en place ;

Produit 3.2

Les collectivités cibles accompagnent les populations dans les processus de sécurisation foncière

Produit 3.3

Produit 3.4

Produit 3.5

Autres Produits

Si le résultat 3 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» **Produit 3.1**

Produit 3.1 : Des outils opérationnels de planification et d'accès aux services urbains sont mis en place ;	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3.1.1	3.1.1 Existence d'outils opérationnels d'accès aux services urbains de base et d'amélioration de la gestion foncière	0	3		0%	La faible disponibilité de l'expertise locale sur les questions foncières, de l'urbanisme et de la protection environnementale a engendré un retard dans le recrutement de l'expert thématique et des consultants. Une équipe est en place pour le développement des outils en appui au Ministère de l'Habitat et ses services concernés.

3.1.2	% des droits d'occupation répertoriés par le projet faisant l'objet d'une prise en compte de la part des autorités et des sociétés extractives	0	50%		0	Une ONG a été recrutée pour appuyer ces volets en cours de développement. l'appui normatif est assuré par l'équipe de consultants.
3.1.3	% de conflits d'occupation remontés et résolus par les droits et mécanismes de réclamation	9.98%	40%		0	Une ONG a été recrutée pour appuyer ces volets en cours de développement. l'appui normatif est assuré par l'équipe de consultants.

» **Produit 3.2**

Produit 3.2 : Les collectivités cibles accompagnent les populations dans les processus de sécurisation foncière	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.2.1	Nombre de ménages bénéficiant d'une meilleure sécurité d'occupation (documents de base)	213	1500		1500 ménages énumérés (enquêtés sur les droits fonciers)	1500 ménages ont été énumérés, les droits fonciers formels et informels répertoriés sont en cours d'analyse avant de pouvoir être vérifiés et cartographiés. L'analyse des données pour l'élaboration de la charte foncière est en cours.
3.2.2	Nombre de plans d'utilisation des sols des communautés locales élaborés de manière participative et validés	0	4		0	
3.2.3						

» **Produit 3.3**

Produit 3.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.3.1						
3.3.2						
3.3.3						

» **Produit 3.4**

Produit 3.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.4.1						
3.4.2						
3.4.3						

» **Produit 3.5**

Produit 3.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.5.1						
3.5.2						
3.5.3						

» **Résultat 4 :**

Résultat 4	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
4.1					
4.2					
4.3					

Combien de produits sont définis sous le résultat 4?

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 4

Produit 4.1

Produit 4.2

Produit 4.3

Produit 4.4

Produit 4.5

Autres Produits

Si le résultat 4 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» **Produit 4.1**

Produit 4.1 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.1.1						
4.1.2						
4.1.3						

» **Produit 4.2**

Produit 4.2 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.2.1						
4.2.2						
4.2.3						

» **Produit 4.3**

Produit 4.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.3.1						
4.3.2						
4.3.3						

» **Produit 4.4**

Produit 4.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.4.1						
4.4.2						
4.4.3						

» **Produit 4.5**

Produit 4.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.5.1						
4.5.2						
4.5.3						

Si le projet comporte plus de 4 résultats, utilisez cet espace pour décrire les progrès réalisés sur les indicateurs des résultats restants. *

Partie III: Questions transversales

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

Si oui, indiquez combien d'événements, at pour chacun, la date approximative et une brève description, incluant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)	Titre de l'événement	Date (peut être approximative)	Lieu (Si connu)	Audience cible	Objectifs
Événement 1	Organiser une réunion du comité technique de suivi	Mars 2024	Conakry	Points focaux des ministères, Equipe technique, Secrétariat PBF, Point focal PBF à la Primature	Faire l'examen de la mise en œuvre avec les parties en mettant le focus sur l'état d'avancement, les difficultés rencontrées, les résultats de l'enquête de perception et formuler recommandations à l'attention du Copil.

Événement 2	Organiser le comité de pilotage	Avril 2024	Conakry	Membres du comité technique, Autorités Nationales (Ministre), services techniques, Collectivités et autres parties prenantes.	Echanger avec les parties prenantes du projet sur l'état d'avancement des difficultés et les résultats du projet. Examiner les résultats de l'évaluation du projet. Prendre des décisions importantes pour orienter la stratégie de sortie du projet.
Événement 3	Mise en place et formation des commissions foncières	Novembre 2024	Boffa (Soumbouyadi), Dubréka (Kagbelen Plateau), Forécariah (Fanyé/Maférinya)	Membres de la collectivité.	Dans le cadre du projet, les commissions devront être mobilisées avant, pendant et après le processus de création des plans fonciers afin de sensibiliser les personnes concernées, mais aussi de rassembler l'ensemble des commissionnaires sur ces questions, et de réhabiliter le dialogue entre les acteurs. Ainsi elles pourraient jouer un rôle de régulateur .
Événement 4					

Impact Humain

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement:

- i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet
- ii. L'impact du projet sur leur vies
- iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

Il s'agit d'une question facultative. Vous pouvez la laisser sans réponse si elle n'est pas pertinente

Impact Humain	Partie Prenante	Quels étaient les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet ? (350 mots)	Quel est l'impact du projet sur leur vies? (350 mots)	Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

1

Les membres de la clinique juridique

L'ingérence des forces de sécurité par la force dans la gestion des différends fonciers

A date, l'intervention des membres de la clinique juridique diminue la violence récurrente dans la gestion des conflits fonciers au niveau de la zone de Coyah.

Selon Abdoulaye CAMARA, Point focal de la clinique juridique de Coyah : « Il y a eu démolition à Toguiro [Wonkifong], lorsque nous avons été alertés, mon équipe devrait se rendre dans cette localité. Arrivés sur les lieux, on nous a dit qu'il y a eu une altercation entre un coutumier et des gendarmes qui étaient venus le mettre aux arrêts. Dans l'intervention, un gendarme a été blessé, immédiatement, il est allé dire qu'ils ont été battus par la communauté qui a été alertée et s'est opposée, à la suite de la tentative d'interpellation d'un citoyen, l'acte a été qualifié d'outrage à une décision de justice. Ils sont venus voir le procureur qui a ordonné une perquisition. Quand nous avons été saisis, nous sommes venus voir le Sous-Préfet, mais celui-ci était absent. Nous sommes allés chez le Secrétaire général chargé des Collectivités. Là, on a trouvé deux pick-up de l'armée qui étaient prêts à descendre sur le terrain. Quand le Préfet a appelé le Secrétaire général, ce dernier lui a dit : « les cliniciens (les membres de la clinique juridique) sont dans mon bureau, nous

				sommes en train de parler de la situation, ne faites pas de descente, nous sommes en discussion »
2	Les membres des cadres de dialogue et concertation	L'insuffisance de compétences et des outils de gestion de conflits fonciers	Les membres des cadres de concertation ont acquis des compétences et des outils nécessaires et mis en place des plans d'action pour prévenir et de gérer les conflits fonciers	Monsieur Aly BANGOURA, Président de la Société civile Préfectorale et du cadre de concertation de Coyah souligne sa satisfaction en ces propos : « Je viens de sortir d'un atelier qui m'a beaucoup émerveillé car le contenu de cet atelier m'a permis de connaître le rôle que je dois jouer dans cette structure qui tourne autour de la paix, la tolérance et surtout la prévention et gestion de conflits fonciers Dès mon retour la première des choses c'est de restituer strictement ce que j'ai reçu dans cette formation aux autres membres de la plateforme pour qu'ensemble nous appliquions ces recommandations et faire revenir la population à vivre ensemble, à préserver la paix et s'aimer entre eux pour faire avancer le développement ».

3

Communauté, autorités locales, élus, sociétés extractives.

Lourdeur administrative dans la gestion des conflits par les juridictions. Impact lent de la gestion des conflits par les juridictions sur la cohésion sociale et le vivre ensemble. Le manque de synergie entre les acteurs dans la résolution des conflits fonciers

Les conflits sont réduits, les violences ont considérablement diminué. Les relations entre administration, élus, communautés et sociétés extractives sont fortement améliorées par conséquent la cohabitation est devenue plus facile. Le coût de gestion des conflits a baissé et la synergie entre les acteurs est désormais renforcée. Tous ces effets ont été possibles grâce aux efforts fournis par les cliniques juridiques et aussi des cadres de dialogue dans la communication non violente, la médiation foncière. Ces structures ont permis de réduire le circuit et à bien orienter les parties en conflit.

Témoignage de M. Alsény Bangoura, Président du Cadre de dialogue multi-acteurs de la préfecture de Coyah "Je me sens très à l'aise de dire que les différentes structures qui ont été mises en place à Coyah fonctionnent bien. Je m'en réjouis parce qu'à Coyah, le Cadre de dialogue, la Clinique juridique et les Comités de Suivi travaillent ensemble pour la gestion pacifique du foncier qui est en lien les objectifs du Projet. Déjà, on peut noter bien des impacts positifs de nos actions sur le terrain. Par exemple, nous avons résolu des problèmes entre même les services déconcentrés de l'Etat à cause des conflits de compétence. A titre illustratif, nous avons résolu un conflit récemment entre la Direction préfectorale de l'urbanisme, de l'Habitat et l'Aménagement du Territoire et la Direction préfectorale de l'Agriculture et de l'Elevage. Les Services de l'Aménagement du Territoire avaient aménagé certains bas-fonds réservés spécifiquement pour la culture. Aujourd'hui, les deux parties collaborent plutôt bien. Nous avons depuis, fait en sorte que les deux

sorte que les deux Services viennent à toutes nos réunions. L'autre problème qu'on a réussi à régler était lié aux questions de déguerpissement. A Coyah, certains se sentent très forts, ils partent au niveau des Parquets généraux à Conakry pour venir intimider et déguerpier certains citoyens souvent par la force. Mais grâce à la bonne collaboration des autorités préfectorales y compris le Procureur de Coyah, nous arrivons à régler beaucoup de situations de ce genre. Tout le travail que nous faisons sur le terrain est géré globalement par le Cadre de dialogue qui est instance suprême des structures mises en place et nous faisons en sorte que la gestion des différentes situations de crise soit répartie entre les structures, chacune selon ses compétences. Les problèmes à gérer sont nombreux, il y a par exemple ceux qui opposent les gestionnaires de carrières et les populations ; il y a également des conflits domaniaux. Nous sommes en train d'organiser des sessions de sensibilisations les semaines à venir relatives aux problématiques du foncier de

				foncier, de l'environnement et de la cohésion sociale... ”
4				

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédents, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet (650 mots).

Les missions de suivi réalisées dans la zone du projet ont révélé que la Clinique de Forécariah a suivi et appuyé deux cas de conflit foncier dans la commune de Maférinyah ; ces conflits étaient déjà au niveau de la justice de paix et les deux personnes impliquées étaient en prison au moment où elle a été saisie pour le suivi du dossier. Après plusieurs médiations, la clinique a pu désamorcer le premier cas du conflit, elle a contribué à sortir le présumé accusé de la prison et régler le différend à l'amiable et cela, à la satisfaction de toutes les parties. Quant au second cas le processus est en cours.

Le comité de suivi citoyen de Moussayah antenne du comité de Forécariah a appuyé un propriétaire terrien de la localité dans la récupération de son domaine et l'a aidé à élaborer un accord de partenariat avec la société Tropicale Granite pour exploiter les terres incultes.

La Clinique de Coyah a pu arrêter le démolissement incontrôlé de trois concessions, commandité par un notaire ; actuellement elle cherche le notaire en question pour mener des enquêtes approfondies et faire un plaidoyer auprès de la justice pour régler les descentes des notaires accompagnés des forces de défense et de sécurité. Suite au déguerpissement, un incendie a ravagé plusieurs boutiques et magasins à Matoto, pour des fins d'enquête dit-on, la justice à travers l'escadron de la gendarmerie de Matam a scellé la partie ; le cadre de dialogue a mené une médiation entre l'administration du marché, la mairie et les bénéficiaires pour libérer les places afin que les propriétaires reprennent les rénovations avant les grandes pluies, ce qui a soulagé les citoyens qui s'y étalaient. Le rapport de visite de terrain et collecte des témoignages. A Dubréka, au niveau de la commune urbaine et à Tanènè, le cadre de dialogue à travers la sensibilisation et la médiation a pu suspendre une manifestation de réclamation du courant et amener les autorités à améliorer la déserte sans qu'il y ait des affrontements avec les forces de l'ordre.

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) pour illustrer l'impact humain du projet

OPTIONAL

Fichier 1

OPTIONAL

NEWSLETTER PBF-19_15_23.pdf



Fichier 2

OPTIONAL

Présentation_Projet_PBF_Copil_26-07-2023_Vf_3_26_07_23-19_21_25.pdf



Fichier 3

OPTIONAL

Cliquez ici pour téléverser un fichier. (< 10MB)

Vous pouvez également ajouter jusqu'à 3 liens vers des ressources en ligne qui illustrent l'impact humain du projet

OPTIONAL

Lien 1

OPTIONAL

Lien 2

OPTIONAL

Lien 3

OPTIONAL

Veillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.

Comment nous avons travaillé: *

Veillez sélectionner jusqu'à 3.

- Numérisation améliorée
- Des méthodes de travail innovantes
- Ressources supplémentaires mobilisées
- Cadres politiques améliorés ou initiés
- Capacités renforcées
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique
- Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFIS)
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies

Expliquez, s'il vous plaît

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

La révision du Code Foncier et Domanial étant liée à la politique foncière nationale, le Gouvernement guinéen a mis en avant l'élaboration de cette politique qui est l'une des recommandations principales des Etats Généraux du Foncier. Pour des raisons de cohérence, les instances de gouvernance du projet ont approuvé cette décision sans laquelle on ne peut avoir un Code Foncier et Domanial révisé qui répond aux préoccupations guinéennes, sachant que cette révision devrait s'inspirer du contenu de la politique foncière nationale qui n'existe pas pour le moment. Le calendrier du processus d'élaboration de cette politique va jusqu'en fin 2024, ce qui est au-delà de la durée du projet initialement prévue au début du mois de décembre 2023. Ainsi, sous la demande du Ministère lead et avec l'approbation des instances de décision du projet (Comité technique de suivi et Comité de pilotage), il a été décidé de s'aligner aux priorités nationales en appuyant ce processus d'élaboration qui constitue un préalable pour l'obtention d'un Code Foncier et Domanial révisé et adapté aux réalités guinéennes. Pour amener le projet à honorer cet engagement et apporter un appui substantiel dans ce processus d'élaboration, la nécessité d'une extension au moins jusqu'au 31 mars 2024 s'impose. C'est pourquoi, le projet a opté pour des raisons de cohérence à appuyer sur le plan technique et financier : Le processus d'élaboration de la politique foncière nationale. Au terme de la mise en œuvre de cette activité (A.3.2.1), le projet aura le mérite de capitaliser à la clôture, deux résultats importants, à savoir : l'approfondissement du diagnostic du foncier en Guinée, l'organisation et l'animation technique du dialogue national à travers des ateliers régionaux multi-acteurs et l'élaboration d'un avant-projet de politique foncière nationale, tout en clarifiant les implications juridiques qui devront orienter la révision du Code Foncier et Domanial.

Expliquez, s'il vous plaît

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

De nos jours, les cadres de dialogue et les cliniques juridiques collaborent avec les tribunaux au niveau préfectoral notamment les tribunaux de première instance et les justices de Paix mais aussi avec les communautés et les services chargés des collectivités dans la gestion des différends liés au foncier ; ces structures sont également sollicitées par les services en charge de l'urbanisme pour leurs appuis à la libération des emprises des routes et autres lieux publics. Aussi, le Ministre de la Justice a pris un acte de suspension au mois de Juin 2023 du déguerpissement des citoyens pendant la saison pluvieuse ; ce qui est en lien avec le respect des droits de l'homme. Également, les actions de déguerpissement réalisées au mois d'octobre 2023, se sont déroulées de façon conjointe avec l'implication de tous les acteurs. Ces interactions ont été possibles grâce au renforcement de capacités dont ils ont bénéficié sur les techniques et outils de gestion des conflits, la médiation foncière et la communication non violente pour prévenir les potentiels conflits autour du foncier.

Expliquez, s'il vous plaît

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Avec qui travaillons-nous (en plus des partenaires de mise en oeuvre) *

- Renforcement des partenariats avec les IFI
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- En partenariat avec le milieu universitaire/académique local
- En partenariat avec des entités infranationales
- En partenariat avec des entités nationales
- En partenariat avec des volontaires locaux

Expliquez, s'il vous plaît (si IFIs)

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Expliquez, s'il vous plaît (si ONU)

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

L'appui à l'élaboration de le Politique Foncière Nationale se fait en étroite coordination et collaboration avec la FAO.

Avec aussi d'autres entités comme:

Les services étatiques au niveau national et les services déconcentrés : les points focaux pour la plupart des directeurs nationaux ou chefs de services niveau national et les services déconcentrés de l'habitat et du foncier, de l'environnement, des mines, les cadres du Ministère de l'Administration du territoire y compris les préfets de la zone de couverture ;

Les collectivités décentralisées et les bénéficiaires : il s'agit des mairies mais aussi des communautés notamment les femmes, les élus, les jeunes, les chefs religieux ...

Les représentants des entreprises extractives des mines

Une enquête initiale de perception a été conduite par le projet avec la collaboration du laboratoire de recherche des Sciences Sociales, Humaines et Economiques de l'université de Kindia et a permis de définir les valeurs de référence détaillées, les cibles des indicateurs programmés pour faciliter la mise en œuvre et l'évaluation des progrès réalisés.

Leave no one behind – Ne laisser personne de côté

sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme décrit dans le document projet *

Obligatoire

- Personnes sans-emploi (Chômeurs)
- Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)
- Communautés autochtones
- Personnes handicapées
- Personnes touchées par la violence (par exemple, VBG)
- Femmes
- Jeunesse
- Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre
- Personnes vivant dans et autour des zones frontalières
- Personnes touchées par des catastrophes naturelles
- Personnes affectées par les conflits armés
- Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

Partie IV : Suivi, Évaluation et Conformité

» Suivi

Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport *

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Suivi : Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 350 mots)

Trois (04) de réunions de coordination du projet tenues avec les membres de l'équipe technique et la coordination PBF et ont permis d'échanger sur l'état d'avancement des formuler les recommandations et de revoir la planification pour apporter des mesures correctives.

Deux (02) réunions du comité technique de suivi organisées sous le leadership du Ministère de l'urbanisme ont eu lieu et nous ont permis de tirer les leçons avec toutes les parties prenantes les points focaux des ministères impliqués, sur ce qui a marché et ce qui n'a pas marché avec un accent sur la formulation des recommandations. Une réunion du comité de pilotage tenue sous le leadership du Ministre et impliquant toutes les parties prenantes a permis d'examiner l'état d'avancement, d'approuver les recommandations du comité technique de suivi et prendre certaines décisions importantes pour orienter le projet.

Six (06) visites conjointes de terrain avec la partie nationale ont été réalisées dans la zone du projet et ont permis de faire une prise de contact, d'informer et d'échanger sur l'état d'avancement du projet, d'identifier les sites d'intervention de certaines activités, avec les autorités locales et les parties prenantes du projet. Ces visites de terrain ont également permis de collecter des données, témoignages des bénéficiaires et ont permis au projet de produire et de partager un bulletin sur la mise en œuvre.

Ces visites ont aussi permis de sensibiliser et d'informer les bénéficiaires sur le processus d'élaboration des plans fonciers, de la charte foncière et la mise en place des commissions foncières. Les données de la charte ont été également. Le projet a finalement bénéficié de deux missions de suivi du secrétariat PBF assortie de recommandations pour une meilleure mise en œuvre du projet.

Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? *

Si seulement certains des indicateurs de résultats ont des lignes de base, sélectionnez 'oui'

oui

non

Veillez décrire brièvement. *

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Une enquête de perception a été menée par le laboratoire de recherche des Sciences Sociales, Humaines et Economiques et a permis de définir les valeurs de référence détaillées, les cibles pour les indicateurs programmés. Un atelier de restitution et de validation du rapport par le Comité Technique de Suivi a été organisé à cet effet le 15 septembre 2022. Les résultats de cette enquête nous ont permis d'établir une base de planification et d'affiner le plan de suivi et l'évaluation des résultats de sorte que l'information obtenue puisse guider une mise en œuvre efficace des activités du projet. Un rapport disponible a été validé par l'ensemble des membres du comité technique de suivi.

Précisez quelles sources de preuves on été utilisées pour rendre compte des indicaterus (et sont disponibles sur demande) : *

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Les compte rendu des réunions mensuelles, des comités techniques ainsi que les rapports de mission et de visite de terrain sont disponibles

Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux de resultat ? *

oui

non

Veillez décrire brièvement. *

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Une enquête de perception a été menée par le laboratoire de recherche des Sciences Sociales, Humaines et Economiques et a permis de définir les valeurs de référence détaillées, les cibles pour les indicateurs programmés. Un atelier de restitution et de validation du rapport par le Comité Technique de Suivi a été organisé à cet effet le 15 septembre 2022. Les résultats de cette enquête nous ont permis d'établir une base de planification et d'affiner le plan de suivi et l'évaluation des résultats de sorte que l'information obtenue puisse guider une mise en œuvre efficace des activités du projet. Un rapport disponible a été validé par l'ensemble des membres du comité technique de suivi.

Le projet a-t-il utilisé ou mis en place des mécanismes de retour d'information de la communauté ? *

oui

non

Veillez décrire brièvement. *

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Les cadres de dialogue et de concertation, les cliniques juridiques et les comités de suivi mis en place par le projet sont issus des communautés et collaborent étroitement avec les services techniques et déconcentrés dans la gestion des conflits fonciers et informent régulièrement l'équipe du projet et d'autres parties prenantes. Un groupe whatsapp est créé par certains membres du cadre de dialogue pour échanger sur les activités qu'ils mènent. Une plateforme numérique qui sera mis à la disposition de la coalition citoyenne et citoyenne pour des alertes provenant des communautés et des actions à prendre.

» Evaluation

Le projet est-il sur la bonne voie pour mener son évaluation ? *

oui

non

Pas Applicable

Budget pour évaluation finale (en USD) *

Réponse obligatoire

50000

Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, et le budget global du projet est supérieur à 1,5 million, votre prochaine évaluation est-elle sur la bonne voie ? (preparations)

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Les termes de références de l'évaluation finale indépendante seront finalisés au courant de ce mois.

Veillez mentionner la personne focal chargée de partager le rapport final d'évaluation avec le PBF, nom et email.

Madame Gwendoline Mennetrier /Conseillère Principale ONU-Habitat Guinée. Nom Email : gwendoline.mennetrier@un.org

» Effets catalytiques

Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu pour le projet depuis qu'il a été lancé. (y/n) *

oui

non

Si oui, combien de subventions ou de donateurs supplémentaires le projet a-t-il suscité ? *

1

Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier supplémentaire hors PBF qui a été obtenu par le projet.

-

Nom de donateur *

PNUD/TRAC 2

Montant en USD *

1400000

1

Effet catalytique (non financier) : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ? *

- Aucun effet catalytique
- Peu d'effet catalytique
- Effet catalytique important
- Effet catalytique très important
- Je ne sais pas
- Trop tôt pour savoir

Veillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non financier), c'est à dire, comment le projet a-t-il contribué à l'accroissement ou le développement de programmes ou de politiques visant à pérenniser la paix, si bien au sien du syystem des Nations Unies qu'à l'exterieur *

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Veillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier), c'est à dire, comment le projet a-t-il contribuer à l'accroissement ou le développement de programmes ou de politiques visant à pérenniser la paix, si bien au sein du système des Nations Unies qu'à l'extérieur

(Veillez limitez vos réponses à 350 mots)

La mise en œuvre de ce projet a permis au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) d'obtenir le financement du nouveau projet « appui à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles dans les zones minières notamment : Kankan et Boké » à hauteur de 1 400 000\$.

La révision du code foncier et domanial étant assujettie à l'élaboration de la Politique foncière a amené le projet à appuyer la programmation, la tenue et à accompagner la mise en œuvre des recommandations des Etats Généraux du Foncier.

A travers un processus collaboratif avec les autres partenaires technique et financier, dont la FAO, des appuis techniques et financiers ont été enclenchés par le projet pour le démarrage de l'élaboration de la politique foncière nationale et les consultations régionales devant conduire à l'avant-projet de politique. Deux consultants recrutés par le projet, appuient le processus d'élaboration de la politique foncière dont l'aboutissement va consolider la finalisation du projet de code foncier et domanial.

Compte tenu de l'importance des actions des cadres de dialogue ; ils envisagent obtenir des agréments régionaux pour mieux travailler en synergie et gérer les conflits intercommunautaires.

Les cliniques juridiques sont bien sollicitées par les tribunaux de première instance pour gérer certains conflits à caractères spécifiques. Elles cherchent un ancrage au niveau décentralisé du département pour une plus grande visibilité afin de jouer pleinement un rôle de relais communautaire. Un voyage d'étude a été effectué par les parajuristes de la Guinée Forestière pour échanger avec ceux de la base côte.

La sélection des membres du comité technique au sein des départements ministériels, la coprésidence du comité de pilotage qui est l'instance supérieure et stratégique de gouvernance par le Ministère lead ainsi que la mise en place des cadres de concertation et de dialogue composés des membres issus des communautés et dont les plans d'action sont pris en compte dans les plans de développement des collectivités sont des éléments qui favorisent la responsabilisation des acteurs et leur appropriation du processus de mise en œuvre pouvant les amener à reproduire ou améliorer les mêmes actions de pérennisation de la paix autour du foncier.

Durabilité

Le projet a-t-il un plan de sortie explicite?

Veillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

L'implication et la responsabilisation des bénéficiaires et services techniques des ministères du niveau central et déconcentré sur tout le cycle de vie du projet, leur renforcement de capacités sur les thématiques de gestion de conflits fonciers, du foncier et de l'urbanisme ainsi que sur les questions environnementales les amèneront à acquérir des compétences et s'approprier graduellement du processus et des outils. De même la mise en place des cadres de dialogues, de mécanismes de recours pacifique dont les membres sont issus pour la plupart de ces localités, leur interaction positive avec les services déconcentrés et décentralisés, la recherche des documents juridiques en cours, l'institutionnalisation de ces structures au niveau des autorités locales et la prise en compte de leur accompagnement dans les plans de développement locaux et plans annuels d'investissement, et la mise en relation avec d'autres partenaires sont des éléments qui pourront faciliter la pérennisation des acquis du projet. Enfin, le renforcement de capacités des cadres des services techniques et des collectivités étant transversal à toutes les composantes, les acquis issus en ces domaines constituent un levier pour la pérennisation.

Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?

Veillez limiter votre réponse à 350 mots.

Activités de suivi et de contrôle

Veillez décrire les événements clés de surveillance et de contrôle. Veuillez cliquer sur Continuer si aucune activité n'a encore eu lieu.

Événement clé de surveillance et de contrôle	Nom de l'événement	Résumé	Constatations

<p>Événement 1</p>	<p>Quatre (06) visites conjointes de terrain avec la partie nationale ont été réalisées dans la zone du projet</p>	<p>Les visites conjointes de terrain avec la partie nationale ont permis de faire des prises de contact, d'informer et d'échanger sur l'état d'avancement du projet, d'identifier les sites d'intervention de certaines activités, avec les autorités locales et les parties prenantes du projet. Ces visites de terrain ont également permis de collecter des données, témoignages des bénéficiaires et vont permettre au projet de produire un bulletin sur la mise en œuvre. Deux autres visites ont permis de sensibiliser et d'informer les bénéficiaires sur l'élaboration des plans fonciers, de la charte foncière et la mise en place des commissions foncières. Elles ont été mises à profit pour collecter les données liées à la charte.</p>	<p>Ces visites permettent d'apporter des mesures correctives et de collecter des témoignages.</p>
<p>Événement 2</p>	<p>Deux (02) réunions du comité technique de suivi organisées sous le leadership du Ministère de l'urbanisme.</p>	<p>Ces réunions du comité technique de suivi qui constituent l'instance opérationnelle du projet, ont permis de tirer les leçons avec toutes les parties prenantes les points focaux des ministères impliqués, sur ce qui a marché et ce qui n'a pas marché avec un accent sur la formulation des recommandations pour les membres mais aussi le comité de pilotage. Le dernier comité technique a permis également de valider la proposition du Ministère de l'urbanisme et de l'habitat d'appuyer l'élaboration de la politique foncière nationale.</p>	<p>Ces instances permettent d'examiner la mise en oeuvre et de formuler des recommandations au comité de Pilotage</p>

Événement 3	Une réunion du comité de pilotage organisée sous le leadership du Ministère	ministères impliqués, les autorités locales, les OSC, l'équipe technique et le secrétariat PBF a permis d'échanger avec les parties prenantes du projet sur l'état d'avancement et des difficultés. Proposer des recommandations à l'équipe du projet pour améliorer la mise en œuvre	Les prises de décision pour orienter la mise en oeuvre du projet.
Événement 4	Deux missions de suivi du secrétariat PBF dans la zone du projet.	Ces missions formulent des recommandations pertinentes qui sont en train d'être prises en compte pour améliorer la mise en œuvre et produire plus d'impacts.	
Événement 5			
Événement 6			
Événement 7			
Événement 8			

Étapes finales

- Veuillez enregistrer une copie pdf du formulaire en cliquant sur l'icône *Imprimante* qui se situe en haut, à droite de la page.
- Une boîte de dialogue apparaîtra : Veuillez sélectionner le format A4 et l'orientation portrait.
- Cliquez sur ""préparer"" et enregistrez le document au format PDF (si, lors de la première tentative, la page générée n'est pas lisible, fermer le pop-up et réessayez. Si le problème persiste, vous pouvez contacter l'adresse email ci-dessous pour un appui technique).

-Veuillez télécharger la version PDF du rapport ainsi que votre rapport financier au format Excel sur la passerelle MPTF-O.

Si vous rencontrez des difficultés à remplir le formulaire ou à générer l'impression pour MPTFO Gateway, veuillez contacter Gabriel Velastegui gabriel.velasteguimoya@un.org

Merci. Vous avez terminé le rapport. Veuillez cliquer sur le bouton SUBMIT ci-dessous. Quand votre rapport est soumis, une bande jaune vous l'annocera en haut de la page. Cela peut prendre quelques secondes
